

ACCORD ANSAR DINE-MNLA

Le pacte évitera-t-il le pire ?

La résolution rendue jeudi par le Conseil de sécurité de l'ONU, par laquelle il autorise une intervention militaire au Mali, semble avoir adouci absolument les mœurs guerrières d'Ansar Dine et du MNLA. Terguis, l'un comme l'autre, les deux mouvements ont scellé vendredi à Alger, sous les feux de la rampe, un accord d'entraide. Une commune attitude de rejet de l'intervention armée étrangère.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)- Le déferlement, depuis plusieurs semaines, de délégations d'Ansar Dine et du MNLA dans la capitale algérienne n'aura finalement pas été infructueux. Les deux mouvements, qui avaient déjà tenté sans succès un rapprochement, ont dû s'efforcer mutuellement à des concessions pour parvenir à cet accord de partenariat qui se veut être un engagement pour la solution politique à la crise malienne.

Un accord certes parrainé par Alger mais qui semble découler d'une urgence après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut acquiescé à la demande africaine d'intervention militaire. Le MNLA et Ansar Dine, aux obé-

dienues diamétralement opposées, se retrouvent sur le même front de riposte aux va-t-en-guerre et se proposent de faire eux-mêmes le ménage dans le nord du pays, c'est-à-dire déloger les groupes terroristes qui ont établi leurs bases et qui y sévissent.

La précision de l'intervention armée, alors que le dialogue que les autorités de transition maliennes se sont engagées à organiser tarde à intervenir, a certainement été pour beaucoup dans la disponibilité à coopérer des deux mouvements.

D'ailleurs, ils le disent clairement. «Je dirais que cet accord est une opportunité pour le gouvernement malien. Il constitue une voie pacifique pour résoudre définitivement la crise. Il est plus



facile de régler un problème avec le dialogue qu'avec une intervention militaire.

Dans le cas où cette dernière est exécutée, elle fera plus mal au Mali qu'à l'Azawad», a expliqué Mohamed Akhanit, chef de

la délégation d'Ansar Dine, qui a signé l'accord d'Alger. L'accord se veut aussi d'inciter Bamako à organiser au plus vite la conférence nationale du dialogue, reportée à une date non encore déterminée après la toute

récente déposition par les militaires du Premier ministre malien. Un retard qui risque de jouer en faveur de l'intervention militaire pouvant être déclenchée à tout moment désormais.

Le partenariat conclu à Alger par Ansar Dine et la MNLA n'aura d'implication véritable sur le processus de résolution de la crise malienne que si Bamako accélère l'organisation du dialogue et de la négociation entre les différentes parties maliennes qui rejettent le terrorisme.

Or, il semble que Bamako tend plus l'oreille aux capitales occidentales qu'aux capitales voisines. La France, foncièrement portée sur la solution par la voie des armes, met à présent les deux fers au feu : souscrire au dialogue comme option préalable devant l'action militaire tout en restant sur sa conviction de ce que l'intervention militaire est inéluctable. Le rapprochement du MNLA d'Ansar Dine en est l'expression la plus parlante.

S. A. I.

ILS EXIGENT D'ÊTRE PRÉSENTS À LA TRIPARTITE

Les syndicats autonomes créent une confédération

Les syndicats autonomes reviennent à la charge. Sept d'entre eux annoncent la création de la Confédération des syndicats autonomes (CSA) et exigent à l'unisson d'être présents à la tripartite.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les syndicats autonomes des secteurs de la santé (SNPSSP, SNPSP, SNPEPM, Snapsy), ceux de l'éducation (Unpéf, Snapest) et le Cnes représentant l'enseignement supérieur n'abandonnent pas une revendication presque aussi vieille que le combat syndical, à savoir d'être associé aux négociations lors de la tripartite.

Seule la forme change. Ils s'organisent en confédération pour constituer une force de frappe et s'imposer face à des pouvoirs publics qui ne s'embarrassent pas de cultiver les contradictions. Ils reconnaissent, en effet, l'existence des

syndicats autonomes mais continuent de leur refuser le sésame pour participer à la réunion gouvernement-patronat-syndicats. C'est pour mettre un terme à cette situation des plus singulières que le SNPSSP, le SNPSP, le SNPEPM, le Snapsy, l'Unpéf, le Snapest et le Cnes annoncent la naissance de la confédération. Dès le 8 janvier prochain, une commission nationale sera installée. Elle aura pour mission de définir les organes de la confédération et de déposer le dossier d'agrément auprès du ministère du Travail.

Le noyau dur de la confédération n'exclut pas l'arrivée d'autres syndicats pour peu qu'ils partagent les principes fondamentaux qu'est le respect des libertés syndicales. Avant même d'obtenir le quitus des pouvoirs publics, les sept syndicats autonomes exigent d'être associés à l'élaboration des lois sur le travail et le respect des conventions internationales en matière de libertés

syndicales. Ils s'étonnent que le patronat soit largement représenté à la tripartite et que les travailleurs n'aient droit qu'à une seule représentativité à travers la Centrale syndicale. Le D' Merabet, président du SNPSP, estime que le moment est opportun pour ouvrir ce débat au regard des réformes engagées par le président de la République et de vérifier si la volonté des pouvoirs publics s'accompagne d'actes concrets. Le coordinateur national du Cnes s'est dit, quant à lui, étonné de voir à quel rythme les partis politiques voyaient le jour alors que les tentatives de fédérer les syndicats ont de tout temps été sabordées. Meziane Meriane du Snapest dit compter sur cette confédération pour sortir les syndicats de l'isolement dans lequel tentent de les maintenir les pouvoirs publics. Les syndicats autonomes qui n'ont plus rien à prouver en terme de représentativité ou de capacité de mobilisation affirment qu'ils n'épargneront

aucun effort pour s'imposer si ce n'est à la tripartite annoncée dans quelques mois, à celle qui viendra après. Une chose est sûre, ils ne comptent pas rester en marge, même si cela doit passer par des démonstrations de force.

N. I.

L'ANP en ratissage au sud de la wilaya de Tizi-Ouzou

Les suites de l'arrestation de Salah Gasmi, le responsable de la propagande djihadiste de la zone 2 d'Al-Qaïda au Maghreb, au début de la semaine dernière ne se sont pas fait attendre (Voir Le Soir d'Algérie du mardi 18 décembre). Selon des sources à Draa El Mizan, c'est au sud de cette importante localité de la wilaya de Tizi-Ouzou que l'armée est entrée en action, au petit matin de vendredi. Une opération qui, selon d'autres sources, coïncide avec une autre de plus grande envergure encore, engagée moins de vingt-quatre heures plus tôt dans le Nord de la wilaya de Bouira en allant vers les limites de la voisine Tizi-Ouzou.

De très fortes détonations étaient perceptibles très tôt dans la matinée d'hier à Draa El Mizan d'où parvenaient des informations selon lesquelles les militaires ont découvert ce qui s'apparente à une base-arrière des groupes terroristes qui sévissent sur le territoire comprenant les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès. La fouille des lieux a permis aux éléments de l'ANP de retrouver une Kalachnikov et des munitions, ainsi que des denrées alimentaires et des effets vestimentaires. Jusqu'en début d'après-midi d'hier, aucune information officielle n'est tombée pour renseigner sur l'objectif assigné à cette opération, même si l'information de l'encerclement, entre Tizi-Ouzou et Bouira, d'un important groupe terroriste se faisait, hier, de plus en plus persistante.

A. M.

TLEMCEM

Une nouvelle confédération pour le secteur du bâtiment

La naissance de la confédération patronale du BTPH était attendue depuis longtemps par les divers opérateurs économiques, spécialisés dans le BTPH.

Certes, il a fallu beaucoup de temps pour concrétiser cet objectif qui permettra d'entamer un véritable dialogue avec l'ensemble des pouvoirs publics et relancer le secteur du bâtiment qui reste stratégique pour l'économie du pays. La Confédération générale du patronat du BTPH a été agréée le 13 décembre dernier par le ministère de l'Intérieur, et son président, Abdelmadjid Dennouni, est plus optimiste que jamais sur l'avenir de ce secteur.

Interrogé sur l'objectif recherché par la création de cette nouvelle confédération, il déclare «être confiant et rassuré pour l'avenir car nous sommes certains qu'avec le dialogue avec tous nos partenaires, nous arriverons à dégager une plateforme de travail pour l'intérêt national». Le président de cette confédération a ajouté : «L'objectif que l'on s'est assigné est de participer pleinement à la réalisation du programme de développement, de contribuer à la mise à niveau des entreprises nationales et de booster les relations de partenariat avec les entreprises algériennes et étrangères. C'est l'un des moyens les plus sûrs pour assainir et améliorer l'environnement des entreprises algériennes.» La CGP-BTPH regroupe les professionnels du secteur en

amont et en aval, à savoir les producteurs de matériaux de construction, d'agréats, les bureaux d'études et laboratoires, ainsi que les entrepreneurs et les promoteurs immobiliers.

Selon, Abdelmadjid Dennoun, le moment est propice pour une véritable relance, et ce, pour de multiples raisons, le secteur du bâtiment est en mesure de réduire le chômage à travers l'ensemble du pays et de répondre aux exigences nationales, et la nomination de M. Sellal au poste de Premier ministre intervient à un moment crucial. «Nous ferons l'effort nécessaire pour concrétiser les objectifs économiques et nous serons heureux de coopérer avec le gouvernement de M. Sellal», a-t-il conclu

M. Zenasni